

Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 76 (1996)
Heft: 1: Service public : le débat

Artikel: De la reprise viendra l'impulsion
Autor: Galland, Yves
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-889321>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

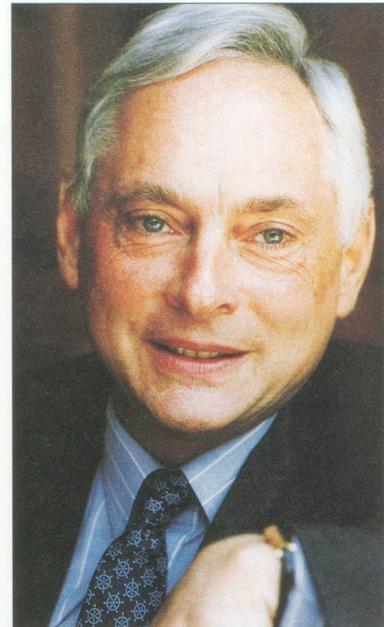
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

De la reprise viendra l'impulsion.



Par Yves Galland

Je me réjouis de contribuer, par ces lignes, à renforcer l'importance et l'ancienneté des relations économiques entre la France et la Suisse.

La Suisse est un pays que je connais bien et que j'apprécie au plus haut point.

En tant que Ministre délégué aux Finances et au Commerce extérieur, je n'oublie pas la contribution de certains de vos concitoyens à la vie de notre pays. À bien des égards, ils comptent parmi vos « exportations » les plus notables : de Jacques Necker - lui aussi Ministre des Finances - à Jean-Jacques Rousseau, dont le *Contrat Social* fut une importante matrice de nos débats politiques depuis la Révolution, sans oublier la contribution de Jean-Luc Godard à la *Nouvelle Vague*. Je n'oublie pas non plus que la Suisse a su accueillir sur son territoire Léon Walras, père fondateur de l'économie néo-classique contemporaine, à une époque où mon pays n'avait pas su le retenir.

La proximité de nos économies et de nos cultures explique les intenses échanges commerciaux et financiers qui nous lient. La France est depuis toujours un partenaire commercial essentiel pour la Suisse : son deuxième fournisseur et son deuxième client.

“Je n'oublie pas Necker, Rousseau ou Godard”

Ainsi, en 1994, notre part de marché en Suisse s'est élevée à 11,4 % contre 34,4 % pour l'Allemagne et 10,4 % pour l'Italie. La même année, nous avons reçu 9,3 % des exportations suisses, la part de l'Allemagne s'élevant à 24,2 % et celle de l'Italie à 7,7 %.

Les échanges laissent un excédent important en notre faveur : le second que nous enregistrons dans le monde, après celui vis-à-vis de la Grande-Bretagne. En 1994, nos ventes se sont élevées à 48,6 milliards de FRF et nos achats à 31,8 milliards, soit un solde positif de 16,8 milliards représentant un taux de couverture de 152 %.

Certes, juger de la qualité des relations commerciales par l'ampleur d'un excédent bilatéral peut paraître erroné et incomplet, dans un monde ouvert à la concurrence internationale. Toutefois, en ma qualité, il ne m'est pas indifférent que les échanges croissent dans les deux sens. Ainsi, en 1995, les exportations françaises à destination de la Suisse ont augmenté de plus de 15 % ; les importations françaises de produits helvétiques de plus de 13 %. Ceci reflète l'ouverture et l'efficacité toujours croissante de nos économies, pour le plus grand bénéfice mutuel. La reprise économique prévue de part et d'autre de la frontière d'ici la fin de l'année pourrait donner à ces échanges une impulsion supplémentaire.

**Yves
Galland**

Ministre
délégué
aux Finances et
au Commerce
étranger

DOSSIER : LE SERVICE PUBLIC

"Le TGV Genève-Mâcon, la transformation de l'aéroport de Genève-Cointrin : de nouvelles opportunités en matière de mar- chés publics."

La composition de ces échanges illustre naturellement les avantages comparatifs des deux pays. Ainsi, en 1995, l'énergie - principalement de l'électricité - a représenté, avec 8,7 milliards de FRF, 13,5 % de nos ventes. L'agro-alimentaire laisse également un solde important en notre faveur : 4 milliards de FRF en 1995.

Par ailleurs, la puissance de l'industrie chimique suisse fait que, dans les deux sens, les semi-produits de ce secteur représentent des courants essentiels (17,5 % de nos ventes et 31,8 % de nos achats), dégagent un solde substantiel en faveur de la Suisse. La qualité de la production helvétique dans les secteurs traditionnels de l'industrie mécanique et électrique permet à la

Confédération de réaliser un excédent important dans la fourniture de biens d'équipement professionnel.

Enfin, la diversité de nos productions, tout comme le niveau de vie élevé en Suisse, contribuent à l'important excédent de nos échanges dans le secteur des biens

de consommation courante : 4,5 millions de FRF, soit un niveau de couverture en notre faveur de 180 %.

Pour l'avenir, je souhaiterais tracer quelques pistes.

Il me paraît indispensable de réorienter nos échanges qui se font aujourd'hui trop exclusivement avec la Suisse romande et insuffisamment avec la Suisse alémanique, qui représente pourtant trois quarts du produit intérieur brut.

À long terme, ce sont les investissements réciproques qui contribueront au développement des échanges commerciaux. Avec 16,4 % du stock, la France est le deuxième investisseur en Suisse après les Etats-Unis (28,6 %). Elle est aussi le deuxième pays d'accueil des investissements suisses à l'étranger avec 9,3 % du stock, là aussi derrière les États-Unis. Le choix de la Lorraine comme site de production pour le nouveau projet germano-suisse de la *Smart Swatch Car* est la meilleure

reconnaissance de l'attrait de notre pays pour les industriels suisses. Je souhaite que cela se poursuive.

D'autres projets me semblent possibles, notamment dans le domaine des infrastructures. La Confédération, après une votation populaire, a décidé de relancer les liaisons transalpines ferroviaires. De même, le projet de TGV Genève-Mâcon ressorti des cartons, la transformation du centre de contrôle aérien de l'aéroport de Cointrin-Genève ou le développement du retraitement des eaux offrent de nouvelles opportunités en matière de marchés publics. La Suisse - tout comme la France - a décidé d'ouvrir à la concurrence internationale l'attribution des marchés publics, comme l'atteste la signature par les deux pays de l'accord OMC y relatif. À ce titre, je pense que de grandes entreprises françaises pourraient être intéressées par ces importants projets d'infrastructure, apportant à votre pays expérience et efficacité.

Je souhaite terminer mon propos par une mise en perspective plus globale. En effet, tout en respectant la décision souveraine du peuple suisse de ne pas entrer dans l'Espace Économique Européen, il me semble important que la Confédération continue son ouverture internationale. La signature des accords du Cycle de l'Uruguay a donné une impulsion essentielle pour la poursuite de ce processus. La Suisse, avec son industrie traditionnellement tournée vers des marchés internationaux, saura bénéficier pleinement de cette libéralisation du commerce international.

Les futurs accords de libéralisation des télécommunications, discutés actuellement au sein de l'OMC, en constitueront à n'en pas douter une étape supplémentaire.

Enfin, je n'oublie pas que Jean Monnet a développé son projet européen alors qu'il occupait à Genève le poste de Secrétaire Général adjoint de la Société des Nations. J'y vois le signe de la place essentielle que la Suisse est appelée à jouer en Europe, sous la forme qu'elle choisira. Le gouvernement français ne pourra que se féliciter d'un tel mouvement.

